



22 novembre 2011

Huit Universités mises sous tutelle pour défaut de paiement

Le budget 2012 de la Mission Interministérielle Recherche et Enseignement Supérieur (MIREs) atteint environ 25,5 milliards d'euros. Depuis 2010, ce budget a baissé de 5%; il est plus faible que le budget 2007. La France se retrouve en 14^{ème} position mondiale quant à son effort de recherche. Ce recul est à mettre en relation avec son affaiblissement industriel. Le Crédit Impôt Recherche qui est une aide aux entreprises atteint 5,3 milliards d'euros, en augmentation de 3,4%. Cette aide est un énorme cadeau fiscal qui représente plus de 1,5 fois le budget du [CNRS](#) ! Elle n'amène pas pour autant les entreprises à faire plus de recherche. Au contraire elles licencient.

Pour le CNRS la baisse des crédits pour financer les opérations de recherche est de 6,2%. Et la baisse des crédits budgétaires aux laboratoires va dépasser 10% en moyenne. La tendance est la même pour les autres organismes de recherche.

Dans ce contexte, l'avenir de la recherche fondamentale et même celui de la recherche industrielle apparaît bien sombre.

Les luttes menées ces dernières années dans l'[ESR](#) permettent encore d'éviter l'application de la règle de la suppression d'un poste pour deux départs en retraite dans l'emploi scientifique. Cependant, les organismes ne remettent pas aux concours les postes libérés par les démissions, les détachements, les décès ! Résultat : 1 poste supprimé pour 6 départs en retraite. Au CNRS cela représente 150 à 160 postes ! L'ESR choisit clairement de développer la précarité. Les emplois précaires augmentent plus que la baisse des emplois de titulaires. Dans le même sens, ils s'efforcent de contourner l'accord du 31 mars 2011 sur la sécurisation des parcours professionnels des contractuels de la Fonction Publique (protocole Tron). Pour cela ils commencent par « dégraisser » les agents susceptibles de bénéficier de ce protocole en ne renouvelant pas les contrats qui arrivent à terme avant l'application effective du protocole. La précarité est si grave que les établissements de l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) ont dû reconnaître plus de 11000 ayant droits à la titularisation ! L'enjeu de l'application du protocole TRON, bien qu'il soit loin de faire disparaître l'emploi précaire, est donc important mais rien n'est gagné !

Il n'est pas possible d'évoquer le budget 2012 de l'ESR sans dire un mot des dégâts causés par la loi [LRU](#) qui a instauré l'autonomie financière des Universités. De nombreuses universités. Elles essaient de rétablir leur situation financière dégradée sur le dos des personnels en réduisant la

masse salariale. Huit d'entre elles dont Nantes, Limoges, Clermont Ferrand, ont été placées sous tutelle des recteurs. Plusieurs autres pourraient rapidement être aussi placées sous tutelle.

Les conséquences de la LRU sont de plus en plus graves. Il faut continuer à exiger son abrogation comme celle de l'agence d'évaluation, l'[AERES](#), et celle de l'agence de financement, l'[ANR](#). Il faut aussi bien sûr continuer à exiger l'abandon du Grand Emprunt qui va marginaliser de nombreuses équipes et affaiblir les capacités de recherche de la majorité des régions. Même si à court terme, les réformes voulues par le Capital se mettent en place, elles font surgir des contradictions qui peuvent être exploitées à plus long terme. Ne nous résignons pas face aux dictats du Capital.

www.sitecommunistes.org